

« Philippe de Villiers n'a pas le droit de falsifier l'histoire de l'UE au nom d'une idéologie »

Le dernier ouvrage de l'ex-député, europhobe convaincu, sur les origines de la construction européenne est « un tissu de faux-semblants propre aux théories du complot », dénonce, dans une tribune au « Monde », un collectif d'universitaires européens spécialistes d'histoire contemporaine.

Philippe de Villiers a bien choisi son moment – l'approche des élections européennes – pour présenter un livre, *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, où il aligne attaques approximatives et tendancieuses contre trois bâtisseurs de l'Europe : Jean Monnet, Robert Schuman, Walter Hallstein. Il annonce des révélations fracassantes sur leurs « turpitudes » et prétend, pour justifier ses dires, s'appuyer sur des archives nouvelles, alors qu'elles sont bien connues des professionnels. Le polémiste a l'art de transformer certaines vérités, développées depuis longtemps par des ouvrages scientifiques, en contre-vérités utiles à sa démonstration idéologique. Dans le contexte actuel de foisonnement des *fake news*, des historiens de plusieurs pays européens, spécialistes de l'Europe, ont jugé utile d'examiner de près certains des propos de M. de Villiers.

Les projets d'unification de l'Europe sont en réalité très anciens. Il est même possible de remonter à celui de Georges de Podiebrad, roi de Bohême, au XV^e siècle. Plus récemment, en 1929-1930, Aristide Briand proposait un « plan d'union fédérale européenne ». Pourtant, Philippe de Villiers, afin de mieux diaboliser cette idée d'intégration du continent, se plaît à l'attribuer aux nazis et, pour la France, à Vichy et à son « école des cadres », située à Uriage. On y a en effet parlé de l'unité européenne. Sûrement pas comme le maréchal Pétain l'aurait souhaité puisque des membres de cette école, dont Pierre Dunoyer de Segonzac, son fondateur, ont organisé des maquis, et que Laval a fermé cette institution en 1943. Écrire que Monnet est inspiré par Vichy, sous prétexte que d'anciens maréchalistes, ayant rompu avec le Maréchal, ont partagé ses idées sur l'Europe - avec d'ailleurs un grand nombre de résistants - est typique de la méthode insidieuse de Philippe de Villiers.

Détruire les réputations

De fait, n'en déplaise à celui-ci, l'idée de la première Communauté européenne, en 1950-1951 celle du charbon et de l'acier (la CECA), premier jalon de la réconciliation franco-allemande, est d'origine française : Jean Monnet en souffle l'idée au ministre Robert Schuman qui, au Quai d'Orsay le 9 mai 1950, fait sa célèbre « Déclaration », approuvée au préalable par Konrad Adenauer, chancelier de la nouvelle République fédérale d'Allemagne ; quatre autres États se rallient à ce projet, fondateur de l'Europe des Six : l'entreprise ne doit donc rien au nazisme ni à la collaboration entre Pétain et Hitler, puisqu'elle est précisément une réaction contre toutes les politiques pratiquées au temps de l'Europe occupée. Et l'initiative n'est pas non plus le résultat d'un complot américain, contrairement à ce que

prétend Philippe de Villiers, même si elle rencontre l'approbation des Etats-Unis, trop heureux de voir l'Europe occidentale se renforcer face à la menace soviétique : pourquoi l'auteur se garde-t-il de rappeler ce contexte de guerre froide ?

Philippe de Villiers s'en prend à Walter Hallstein, le premier président de la Commission européenne après le traité de Rome de 1957 qui institue le Marché commun. Oui, à l'époque de Hitler, il avait adhéré à la Fédération national-socialiste des juristes, sans laquelle il était impossible d'avoir un poste et avait été membre d'une autre association professionnelle, la Ligue national-socialiste des professeurs. Mais, contrairement aux affirmations de Philippe de Villiers, il ne fut jamais membre du parti national-socialiste, comme le prouvent les recherches de l'historien allemand Thomas Freiburger : le parti s'opposa même à sa nomination à la chaire de Droit comparé à Francfort en 1941.

Habile à détruire les réputations, M. de Villiers feint de s'étonner que Schuman ait porté l'uniforme allemand, comme s'il ignorait que la Moselle fut alors annexée depuis 1871 et que ce Lorrain fut donc citoyen allemand jusqu'en 1919. Affecté à l'administration, il n'a d'ailleurs pas porté les armes contre la France. Vingt ans plus tard, nommé sous-secrétaire d'Etat aux réfugiés en mars 1940, il est, sur le papier, reconduit à ce poste par Pétain, mais il en démissionne aussitôt. S'il vote les pleins pouvoirs au Maréchal le 10 juillet 1940, c'est sous le coup du chantage de Laval qui lui fait croire que ce vote empêchera l'Alsace-Moselle d'être à nouveau annexée. L'annexion effectuée, se sentant trompé, il se retire en Lorraine où il est arrêté par la Gestapo, emprisonné, puis assigné à résidence. En 1942, il réussit à s'échapper.

Monnet et monnaie

Parce qu'il se réfugie de monastère en monastère, Philippe de Villiers le compare au collaborateur Paul Touvier qui fait de même après 1947 pour échapper à la justice : ne pas faire la différence entre un homme qui fuit les nazis et un autre qui s'est au contraire rallié à leur cause est une bonne illustration de la démarche intellectuelle adoptée dans ce livre. Quant à Jean Monnet, sa proximité avec les Américains n'est pas une découverte. Oui, il se rend aux Etats-Unis après la défaite de 1940 et son expertise contribue au succès du *Victory Program*, le programme économique rooseveltien de la victoire. Non, il n'a cependant jamais travaillé au secrétariat de Roosevelt. Oui, en février 1943, Roosevelt le charge d'une mission en Algérie libérée : assurer le succès politique du général Giraud contre de Gaulle. Mais en raison de l'esprit borné du premier, il se rallie au second, qui n'est précisément pas le protégé des Américains !

Parmi les reproches graves de Philippe de Villiers à Monnet, il y a l'argent d'outre Atlantique. Le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, groupe de pression de Monnet, a été créé en 1955 (et pas en 1948 !). Le crime du CAEUE et de Monnet aurait été de quémander de l'argent auprès de la Fondation Ford et de l'ACUE (American Committee on United Europe), faux-nez de la CIA. Il n'y a rien de nouveau, car cela fait des années que les historiens le savent et le disent à leurs étudiants. Cette aide américaine à Monnet, Schuman, Frenay, à FO et d'autres syndicats, procède d'une mobilisation contre l'URSS et elle n'empêche pas les organisations aidées de poursuivre leurs objectifs propres. Monnet n'est pas un espion et Philippe de Villiers oublie qu'il sait résister aux exigences américaines, par exemple pour le contrôle de l'usage pacifique du combustible nucléaire qui se fera selon les normes européennes.

Pamphlet biaisé

L'idée d'une construction européenne planifiée à Washington par « un cercle des conjurés » ne tient pas. Établir un marché de 150 millions de consommateurs n'avait rien d'américain. C'était aussi une idée européenne remontant au XIX^e siècle.

Le dernier crime serait le contrôle exercé par l'Union européenne sur les chercheurs bénéficiant d'une reconnaissance de l'Union avec les chaires Jean Monnet. Ces élucubrations portent atteinte à l'honneur des chercheurs français et européens engagés dans les études sur l'Union européenne. Celle-ci subventionne toutes sortes de travaux, y compris des recherches critiques sur la construction européenne. Personne n'est jamais venu dire aux historiens ce qu'il fallait trouver ou chercher.

Il est faux d'affirmer que les *Mémoires* de Monnet ont été rédigés par la Ford Foundation. Celle-ci a encouragé le projet et Monnet hésite longtemps entre une autobiographie et une histoire vivante de la jeune Communauté à travers lui. C'est seulement vers 1965 qu'il fait écrire l'ouvrage. Il ne l'a pas rédigé lui-même, mais a néanmoins discuté pied à pied chaque page et, enfin satisfait, a approuvé chacune d'elles.

Philippe de Villiers a tout à fait le droit de ne pas aimer la construction de l'Europe, mais pas celui d'en falsifier l'histoire au nom d'une idéologie. Il a « tiré sur le fil » de ce qu'il a appelé le mensonge européen, et c'est un tissu de faux-semblants qui « est venu », sous forme d'un pamphlet biaisé n'ayant rien à voir avec la science historique qui, elle, cherche à comprendre, à éclairer, et non à développer des théories du complot, hélas, si à la mode aujourd'hui.

Gérard Bossuat (Université de Cergy-Pontoise), Laurence Badel (Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne), Charles Barthel (Archives nationales, Luxembourg), Marloes Beers (Université d'Utrecht), Robert Belot (Université de Belfort-Montbéliard), Alain Beltran (CNRS, UMR Sirice), Françoise Berger (Sciences Po Grenoble), Marie-Thérèse Bitsch (Université de Strasbourg), Anne-Laure Briatte (Sorbonne-Université), Bernard Bruneteau (Université Rennes 1), David Burigana (Université de Padoue), Éric Bussière (Sorbonne-Université), Jean-Paul Cahn (Sorbonne-Université), Elena Calandri (Université de Padoue), Mauve Carbonell (Université d'Aix-Marseille), Michel Catala (Université de Nantes), Frédéric Clavert, Université du Luxembourg), Anne Couderc (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Isabelle Davion (Sorbonne-Université), Jean-Marc Delaunay (Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3), Corine Defrance (CNRS, UMR Sirice), Frédéric Dessberg (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Vincent Dujardin (Université catholique de Louvain), Michel Dumoulin (Université catholique de Louvain), Robert Frank (Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne), Vera Fritz (Université du Luxembourg), Alessandro Giaccone (Université Grenoble-Alpes), Jean-Michel Guieu (Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne), Rainer Hudemann (Sorbonne-Université), Jean-Noël Jeanneney (Sciences Po, Paris), Stanislas Jeannesson (Université de Nantes), Hartmut Kaelble (Université Humboldt de Berlin), Sylvain Kahn (Sciences Po, Paris) Wolfram Kaiser (Université de Portsmouth), Brigitte Leucht (Université de Portsmouth), Marie-Françoise Lévy (CNRS, UMR Sirice), Valentine Lomellini (Université de Padoue), Wilfried Loth (Université de Duisburg-Essen), Piers Ludlow (London School of Economics), Corrado Malandrino (Université du Piémont oriental), Christine Manigand (Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3), Antoine Marès (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Lorenzo Mechi (Université de Padoue), Gilbert Merlio (Sorbonne-Université), Hélène Miard-Delacroix (Sorbonne-Université), Guia Migani (Université de Tours), Philippe Mioche (Université d'Aix-Marseille), Umberto Morelli (Université de Turin), Emmanuel Mourlon-Druol (Université de Glasgow), Jean-Marie

Palayret (ancien directeur des archives historiques de l'UE), Ulrich Pfeil (Université de Lorraine), Daniela Preda (Université de Gênes), Gérard Raulet (Sorbonne-Université), Marie-Pierre Rey (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Éric Roussel (membre de l'Institut), Claire Sanderson (Université de Reims), Sylvain Schirmann (Université de Stasbourg), Klaus Schwabe (Université d'Aix-la-Chapelle), Katja Seidel (Université de Westminster), Alain Soubigou (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Hans Stark (Sorbonne-Université), Frédéric Turpin (Université de Savoie), Antonio Varsori (Université de Padoue), Philippe Vial (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Laurent Warlouzet (Université du Littoral Côte d'Opale), Christian Wenkel (Université d'Artois), Andreas Wilkens (Université de Lorraine)